

qu'elle ne sera plus en mesure de soutenir à partir du 1^{er} semestre 2022. L'action proposée assurera la continuité de l'appui aux soins dans un nombre réduit de districts sanitaires prioritaires, et s'efforcera de poursuivre l'appropriation et la prise en charge des services publics par l'État à travers une continuation de l'assistance technique aux services centraux et déconcentrés du MSP (dans les districts sanitaires bénéficiaires sélectionnés), couplé à un renforcement des capacités des acteurs locaux (comités de gestion notamment) afin de contribuer à l'autonomisation de prestataires de service et des structures administratives et régulatrices.

L'action vise donc à la consolidation et à la pérennisation des acquis du Fonds Békou, en permettant à l'UE de maintenir son poids stratégique dans le secteur, pour accompagner un transfert progressif de responsabilités aux autorités centrafricaines et réduire ainsi la situation de dépendance quasi totale du pays aux financements externes.

L'objectif global de l'action est d'assurer l'accessibilité à des soins de santé de qualité, en particulier pour les populations vulnérables y compris les femmes, les enfants et les personnes déplacées. Les deux objectifs spécifiques définis dans la présente action concourent à cette fin: (i) La disponibilité de et l'accessibilité à des soins de santé SRMNIA-N¹ de qualité, en particulier pour les populations les plus vulnérables sont améliorées; (ii) Le renforcement de la gouvernance du système de santé et du leadership du ministère de la santé et de la population.

L'action prendra en compte la situation de fragilité et de sécurité dans les différentes zones géographiques ciblées sur la base de critères identifiés, et œuvrera en étroite collaboration avec le ministère de la santé et de la population et les autres partenaires afin d'assurer une bonne coordination, complémentarité, efficacité et efficience de l'action proposée.

2 JUSTIFICATION

2.1 Contexte

La République centrafricaine (RCA) est un pays enclavé d'Afrique centrale, à faible revenu et avec une population estimée à 5,1 millions d'habitants. Au cours des trente dernières années, la RCA a subi des crises militaro-politiques répétées, dont la dernière fin 2012 a mené à une crise humanitaire sans précédent et à un déchirement du tissu social. Depuis l'investiture du Président Touadéra en mars 2016 et la tenue des élections législatives par la suite, la RCA a marqué un retour à l'ordre constitutionnel après trois années de transition politique. La signature de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation (APPR) en février 2019 sous l'égide de l'Union africaine a donné un nouvel élan pour le développement du pays.

La situation en RCA reste extrêmement préoccupante et la mise en œuvre de l'Accord de paix est à l'arrêt. Les élections présidentielle et législatives de fin 2020 - début 2021, qui ont vu la réélection du Président sortant Touadéra, se sont déroulées dans un contexte de fortes tensions politiques et d'insécurité et de faible contrôle par l'État du territoire national. Alors qu'un nouveau Premier ministre et un nouveau gouvernement viennent d'être nommés, la situation politique et sécuritaire reste tendue, et ce malgré les succès rencontrés par la contre-offensive contre la coalition de groupes armés, et les forces bilatérales (russes et rwandaises) menée depuis janvier et qui a permis de reprendre le contrôle d'une partie du pays. Dans ce contexte, des violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire sont rapportées par les Nations Unies.

La RCA est l'un des pays les moins avancés du monde et figure aux derniers rangs de l'Indice de développement humain (188e/189 pays) et l'indice ajusté aux inégalités (IDHI) n'est que de 0,222 (dernier rang sur 151 pays). Par ailleurs, les inégalités de genre sont importantes avec un indice d'inégalité de genre élevé de 0,682 en 2018 plaçant le pays à la 159^{ème} place sur 162. Le taux de pauvreté atteint 79,4 %, avec 54,7 % de la population dans une pauvreté extrême. Cette situation s'est aggravée avec l'apparition de la Covid-19 et avec le blocage du principal corridor d'approvisionnement du pays en provenance du Cameroun par les groupes armés, entre décembre 2020 et mars 2021.

Les populations continuent d'être victimes d'actes de violence y compris de violences basées sur le genre (VBG). Les violences sexuelles enregistrent des augmentations importantes à chaque crise sécuritaire et continuent de représenter au moins 38 % des cas de VBG rapportés par les acteurs humanitaires depuis 2014. La violence entre les groupes armés et contre les civils a contraint des milliers de personnes à fuir : en mai 2021 plus d'un quart de la population est soit déplacée à l'intérieur du pays (environ 727.000 personnes), soit réfugiée dans des pays voisins

¹ Santé sexuelle et reproductive, maternelle, néonatale, infanto-juvénile, des adolescents et de nutrition.